



HAL
open science

”Lebanon is not my country”. Étrangers au Liban : un état des lieux

L.iliane Kfoury, Nicolas Puig

► **To cite this version:**

L.iliane Kfoury, Nicolas Puig. ”Lebanon is not my country”. Étrangers au Liban : un état des lieux. Hommes & migrations, 2017, Hommes et Migrations, 1319, pp.13-17. hal-02375266

HAL Id: hal-02375266

<https://hal.science/hal-02375266>

Submitted on 6 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« LEBANON IS NOT MY COUNTRY »

ÉTRANGERS AU LIBAN : UN ÉTAT DES LIEUX

Par LILIANE KFOURY, historienne, Unité de recherche interdisciplinaire sur la mémoire, Centre d'études du monde arabe moderne (CEMAM), université Saint-Joseph (Beyrouth) et NICOLAS PUIG, anthropologue à l'IRD, unité de recherche Migrations et Société (URMIS), universités Paris Diderot, Nice Sophia-Antipolis, IRD et CNRS.



Enamoul, originaire du Bangladesh, commentait par cette phrase définitive (prononcée en anglais) le jugement positif émis à son égard par son voisin palestinien, Ab Ahmad, sur le marché de Sabra à Beyrouth où tous deux vendent leurs produits. Ce dernier considérait, en effet, que le jeune bangladais ne « *créait pas de problèmes* » et Enamoul avait alors beau jeu d'insister sur la nécessaire retenue que lui imposait son statut d'étranger. En vérité, le Liban n'est pas vraiment le pays d'Ab Ahmad non plus. Car, après plus de soixante ans de présence au Liban, les réfugiés palestiniens y sont toujours considérés comme des étrangers. Néanmoins, en vertu de son ancienneté sur le marché et de l'histoire de ce quartier de la ville attenant au camp de réfugiés palestinien de Chatila, Ab Ahmad a de bonnes raisons de s'y considérer comme plus légitime que Enamoul ou que le réfugié syrien accompagné de sa famille qui loue un appartement voisin dans le camp. Cette petite scène captée un dimanche matin sur ce marché important de Beyrouth attire notre attention sur la relativité de la question de l'étrangeté au Liban, en lien avec les positions et statuts de chacun, et sur la nécessité de s'enquérir des multiples rapports d'altérité qui en reconfigurent en permanence les différents espaces sociaux.

Le Liban, petit État aux savants (dés)équilibres communautaires¹, compte sur son sol une proportion notable d'« étrangers » : près d'un habitant sur quatre dont la majeure partie est à présent constituée de réfugiés syriens. En bordure et à la fois au cœur d'un Proche-Orient particulièrement instable, il offre de la sorte un paysage humain complexe qui résulte des polarisations communautaires, de la tendance diasporique des ressortissants libanais, d'un côté, et de l'afflux de réfugiés et de migrants, de l'autre. Cet afflux a pour origine la double insertion du pays : dans son environnement régional et dans un système migratoire international.

Les mobilités régionales dues à l'instabilité politique et aux circulations transfrontalières sont structurelles. Pour s'en tenir à l'histoire contemporaine, on note dès 1948 l'exil de 700 à 800 000 Palestiniens dont 100 000 s'implantent durablement au Liban en 1948². Le nombre de Palestiniens y est à présent estimé entre 250 et 270 000 âmes³. On compte, par ailleurs, près de 50 000 réfugiés irakiens, principalement des membres de minorités religieuses qui transitent ou s'installent durablement au Liban depuis leur exil provoqué par les événements en Irak depuis la chute de Saddam Hussein (voir l'article de Raphaël Koupany dans ce numéro).

La crise syrienne actuelle est d'une ampleur sans précédent. Elle a conduit au déplacement vers le

1. Elisabeth Longuenesse constate que la « *crise des réfugiés* » souligne et renforce à la fois la « *crise de la formule libanaise* ». Elle indique que « (...) l'accord de Taef de 1989 aurait dû ouvrir la voie à la suppression du système confessionnel, il a débouché sur une paralysie des institutions et un blocage politique total au nom du consensus entre les communautés, renforçant dramatiquement le clientélisme et la corruption ». Voir Elisabeth Longuenesse, « La société libanaise à l'épreuve », in *Confluences Méditerranée*, vol. 1 n° 92, 2015, p. 9. 2. Jihane Sfeir, *L'Exil palestinien au Liban. Le temps des origines (1947-1952)*, Paris-Beyrouth, Paris, Karthala-IFPO, 2008. 3. Jad Chaaban, Hala Ghattas, Rima Habib, Sari Hanafi, Nadine Sahyun, Nisreen Salti, Karin Seyfert, Nadia Naamani, *Socio-Economic Survey of Palestinian Refugees in Lebanon*, AUB-UNRWA, 2011 (disponible sur <www.unrwa.org>).

Liban de centaines de milliers de personnes (le HCR avait ainsi enregistré en 2017 plus d'un million de Syriens)⁴. La majorité des réfugiés enregistrés est concentrée au nord et à l'est du pays, dans la vallée de la Bekaa. Mais nombre d'entre eux se sont installés à Beyrouth, dans la région du Mont Liban, dans des villes côtières du Sud comme Saida et Tyr. Ces données ne rendent cependant pas justice des très nombreuses circulations qui constituent « un élément fondamental de la migration de refuge au Liban (...) et ne sont pas à sens unique⁵ ». Elles interviennent donc entre le Liban et la Syrie, jusqu'à l'application de nouvelles mesures de régulation des entrées et du séjour des Syriens au Liban en 2014 qui restreignent fortement les passages entre les deux pays. De plus, avant même la guerre en Syrie, 300 à 400 000 travailleurs syriens étaient présents de façon régulière au Liban, ce qui entraînait de nombreux déplacements. Les circulations concernent également la poursuite des parcours migratoires depuis le Liban en direction de pays européens.

Ainsi, depuis l'exode palestinien de 1948, l'instabilité géopolitique de la région a provoqué d'intenses circulations régionales et des mobilités de diverses formes entre légalité, irrégularités, installations provisoires ou de plus longue durée, recomposant continuellement l'espace, les sociabilités et les animosités, tout en perturbant l'équilibre économique fragile du pays. Par ailleurs, une migration de travail s'est progressivement instaurée avant même la fin de la guerre civile (1975-1990). Elle conduit de nombreux ressortissants de pays africains et asiatiques, des femmes en très grande majorité, à s'implanter pour des durées variables dans ce pays. Ils seraient à présent plus de 300 000 et, malgré un environnement juridique et social particulièrement défavorable, ils s'insèrent dans les villes libanaises, Beyrouth en premier lieu⁶. Depuis quelques années, des situations de cosmopolitisme ordinaire et

de co-présence plus ou moins problématiques se développent dans divers espaces de la ville de plus en plus marqués par la présence d'étrangers non arabes qui y disséminent leurs marqueurs ethniques (apparences, produits, langues). Certains de ces espaces sont devenus des lieux de centralités migrantes.

Nous proposons dans ce numéro de dresser un état des lieux de la présence des étrangers au Liban à partir d'enquêtes de terrains conduites par une équipe franco-libanaise réunie dans le cadre d'un programme de recherche CEDRE financé par le gouvernement libanais et le ministère français des affaires étrangères (PHC)⁷. Le lecteur trouvera des articles de fond et une série de documents sous la forme de témoignages, de récits, de corpus photographique ou encore d'entretiens. Ces documents décrivent les modes d'installation dans le provisoire dans les campements syriens, apportent des synthèses sur l'éducation, la santé ou les naissances au sein des réfugiés syriens, retracent une expérience théâtrale conduite par des migrantes. Ils comprennent un bref récit écrit par un vendeur syrien du marché de Sabra à Beyrouth portant sur les enfants du quartier et un entretien avec une psychologue libanaise qui reçoit des patients syriens. Les huit articles du numéro proposent quant à eux des développements sur différentes configurations de la présence de migrants et réfugiés au Liban. La focale se porte, tout d'abord, sur les migrants non arabes à Beyrouth à travers trois études qui ont en commun de s'intéresser à la façon dont les individus de ces groupes minoritaires prennent place dans la ville, s'ajustent aux contraintes de la vie sous statut précaire et entrent en interaction avec des installés libanais, mais aussi palestiniens ou syriens, dans des marges urbaines internationalisées. Assaf Dahdah insiste sur le dispositif commercial ethnique qui se déploie dans deux lieux de centralités migrantes à Beyrouth. Le quartier de Dora tout

4. Url : <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=122>. 5. Lama Kabbanji, « Migration forcée et politiques migratoires. Le cas des réfugiés de Syrie au Liban », in Cris Beauchemin, Mathieu Ichou (dir.), *Au-delà de la « crise des migrants » : décentrer le regard*, Paris, Karthala, 2016, p. 102. 6. Mohamed Kamel Dorai, Nicolas Puig (dir.), *L'urbanité des marges. Migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, Paris, Téraèdre, 2012. 7. Migrants et réfugiés au Liban : horizons de vie et frontières sociales (2016-2017) », coordinateurs Liliane Kfoury chercheure à l'Unité de recherche interdisciplinaire sur la mémoire (CEMAM, université Saint Joseph) et Nicolas Puig, chercheur à l'IRD, URMIS (IRD, CNRS, universités Paris Diderot et Nice Sophia-Antipolis).

d'abord connaît deux décennies de transformation de l'économie ethnique pour aboutir à la production d'une centralité commerciale africaine et asiatique résultant de différentes formes d'association avec des commerçants libanais. Ce sont uniquement des commerçants bangladais qui ont pris pied sur le marché de Sabra et parviennent à s'y maintenir malgré une position particulièrement vulnérable, profitant notamment de leur extériorité aux conflits locaux qui leur permet de ne pas apparaître comme une source de danger. Sous la coupe des plaçeurs du marché et la menace des descentes de la police libanaise, ils déploient leurs activités dans un contexte de forte contrainte et dans le cadre inégalitaire de la migration contractualisée.

C'est dans ce cadre instable investi par les Bangladais depuis 2011 que Loubna Dimachki et Nicolas Puig ont enquêté sur les échanges entre ces migrants et les installés arabes (Palestiniens, Libanais et Syriens établis de longue date), en s'appuyant sur des relevés d'interaction constitués par des bribes de conversation captées par vidéo et/ou enregistrements sonores. Ils identifient différentes figures de la rencontre qui questionnent l'asymétrie structurelle déterminée par les statuts et l'ancienneté qui séparent les installés arabes, présents depuis longtemps, des nouveaux arrivants, outsiders, bangladais. L'asymétrie des positions est confirmée, mais aussi suspendue et parfois inversée dans le cours des interactions. On constate ainsi dans la trame des relations ordinaires une circulation des catégories entre le local et l'étranger qui produit une réduction de l'étrangeté par l'inversion des positions. Ces échanges se font autour de discussions sur les produits commercialisés par les migrants. Ce caractère processuel de la relation et de l'identité performée dans l'action nuance l'inégalité des positions qui séparent les installés des outsiders migrants et elle infléchit la hiérarchie des relations, voire l'inverse, le temps d'un échange. Il reste à savoir si la multiplication et la répétition dans le temps de ces interactions sont susceptibles

d'entraîner des effets structurants sur les représentations et les conduites vis-à-vis des migrants.

Fatiha Kaoues explore une autre dimension de la vie des migrants au Liban en s'intéressant aux pratiques religieuses des domestiques qui constituent 90 % du total des migrants non arabes dans le pays. Elle a suivi l'itinéraire de plusieurs femmes qui se sont converties au pentecôtisme évangélique. Ces dernières trouvent au sein des églises évangéliques une forme de réaffiliation sociale et existentielle qui, sans bouleverser leur quotidien, leur permet de reprendre un peu de souveraineté sur leur vie au sein d'une communauté formée de femmes migrantes de différentes nationalités : « *Jésus est la nationalité la plus précieuse* », affirme un pasteur de Beyrouth qui revendique plusieurs milliers de converties. De la sorte, « *la conversion autorise un processus de réajustement en forme d'accommodement raisonnable qui affecte l'existence de façon discrète mais décisive* ». Elle constitue également un lieu d'égalité – toutes et tous sont des enfants de Dieu – et d'entre-soi qui peut revêtir une dimension de résistance à l'ordre social auquel les migrantes sont soumises.

Les cinq articles suivants traitent de la situation des réfugiés arabes au Liban : les Irakiens et Syriens dont les pays connaissent guerre et instabilité chronique. En Irak, le pic de l'exode des minorités religieuses est lié à la progression du groupe « État islamique » (Daesh) et il culmine en 2014 après la chute de la plaine de Ninive⁸. Raphaël Koupaly indique que 70 % des chrétiens d'Irak ont quitté leur pays depuis la guerre de 2003. À partir d'une enquête conduite en 2016 au sein de familles chrétiennes rurales, il observe les recompositions dans les hiérarchies domestiques que provoque l'exil. À Beyrouth, en effet, les femmes prennent en charge la survie de la famille en travaillant à l'extérieur :

Il y a, en effet, une certaine urgence à documenter les formes les plus diverses de la présence des étrangers au Liban, pour prendre conscience de l'inégalité des efforts consentis par les différentes nations au Proche-Orient et en Europe face à l'afflux des réfugiés de la guerre en Syrie.

8. Plaine qui se situe dans la province de Ninive en Irak au nord-est de Mossoul, également connue comme plaine de Mossoul (syrifique : *Dasta d'Ninwe* ; arabe : *sahl naynawa*), formée de trois districts : *Tel Kepe*, *Al-Hamdaniya*, et *Ain Sifni*. Elle compte des villages chrétiens, yézidis, kurdes et arabes.

« *Auparavant limitées au foyer et sans éducation avancée, elles ont commencé à travailler dans des magasins, des ateliers de confection et des usines dans les régions commerciales et industrielles de la Banlieue Nord-Est de Beyrouth.* » Cette émancipation n'est pas sans provoquer des effets sur les relations familiales et l'organisation domestique qui présidait à la vie commune dans les campagnes irakiennes.

Depuis mars 2011 et jusqu'à aujourd'hui, la dégradation sécuritaire et les violents combats et les répressions en Syrie ont provoqué des vagues de déplacements et de circulations massives vers les pays voisins, notamment au Liban. Les difficultés rencontrées par ces réfugiés vont de l'installation pour assurer un gîte, à la recherche de ressources pour les besoins quotidiens, l'éducation et la scolarisation des enfants, aux différentes questions de santé – assurer les consultations, les traitements et les soins médicaux –, tandis qu'offrir une sépulture pour les proches décédés en exil devient une tâche de plus en plus ardue. Le Liban ne pouvant assumer seul la gestion du grand nombre de déplacés, le HCR a pris en charge l'aide aux réfugiés dont il assure l'enregistrement tandis que différentes structures d'entraide de la société civile représentées par des ONG locales et internationales sont particulièrement actives.

Le logement constitue le premier défi pour les réfugiés syriens au Liban. Prenant appui sur la notion d'habiter chez Martin Heidegger, Are Knudsen décrit l'architecture des déplacements des réfugiés échoués dans des lieux impropres à la vie humaine dans lesquels ils doivent néanmoins s'abriter pour des temporalités incertaines. De l'habitat précaire dans le campement illégal du front de mer de Jall al-Bahar à Tyr, à l'abri d'urgence auto-organisé dans le complexe de l'Imam Ouzai à l'entrée Nord de la ville de Saida, aux installations dans l'ancien hôpital Gaza à Sabra dans la banlieue sud de Beyrouth transformé en squat surpeuplé, Knudsen analyse différentes installations où les réfugiés syriens se trouvent contraints de demeurer pour une période indéterminée. Ils circonscrivent au maximum leur mobilité pour éviter la

stigmatisation sociale et ne pas courir le risque d'une arrestation à cause d'une absence de papier ou d'un permis de séjour non valide. Ces espaces « hétérotopiques » sont systématiquement situés dans les périphéries urbaines (Tyr, Saïda et Beyrouth), à la marge des marges, et forment des abris d'urgence où résident les personnes les plus défavorisées mais où elles ne peuvent cependant réellement demeurer⁹.

La précarité de l'habiter se double d'une extrême difficulté à trouver des espaces pour enterrer les défunts. Les réfugiés syriens au Liban sont, en effet, confrontés à une situation inextricable à l'égard de leurs morts. Houda Kassatly aborde ainsi la question du décès en exil, les épreuves et les difficultés de l'inhumation. Son article présente les procédures à suivre pour l'enregistrement d'un décès ainsi que les étapes à franchir pour procéder à l'inhumation dont la plus importante et la plus difficile est de trouver des lieux de sépulture. Le manque de place, l'exiguïté des cimetières et une hostilité grandissante de la population locale en sont la cause. Sans oublier le coût qui peut être exorbitant pour la majorité de ces familles de réfugiés. Si, au début de leur arrivée dans le pays, les Syriens ont bénéficié de certaines initiatives de Libanais leur offrant jusqu'à l'hospitalité de leurs tombes familiales, la situation a évolué avec l'afflux des réfugiés. Ces derniers sont donc contraints de parer au plus pressé, avec des moyens rudimentaires afin de respecter leurs traditions mortuaires. Dans cet article particulièrement impressionnant, Hoda Kassatly décrit ainsi les solutions du désespoir trouvées par les réfugiés pour offrir des sépultures à leurs morts et s'arrête sur les conséquences émotionnelles de rituels tronqués, absents ou effacés.

Filippo Marranconi et Hala Kerbaj présentent le résultat d'une étude faite auprès de thérapeutes et de patients sur l'attitude des soignants à l'égard des réfugiés syriens. Les auteurs décrivent des soins prenant place dans une tension entre répression et compassion qui prolongent finalement le régime humanitaire auquel sont soumis les réfugiés. En

9. Sur les pratiques d'aménagement de l'habiter précaire, voir dans ce numéro le carnet photographique de Jean-Claude David et Houda Kassatly sur les « modes d'installation dans le provisoire » des populations syriennes encampées dans la Bekaa.

effet, les soins eux-mêmes, parce qu'ils procèdent d'une logique universalisante opposée au particularisme culturel prêtés aux réfugiés, aboutissent à dé-historiciser ces derniers et à les priver de leur propre savoir sur eux-mêmes et leur histoire. La relation de soin peut ainsi aboutir à « *essentialiser les caractéristiques attribuées au réfugié et à insérer celui-ci dans une dimension naturelle intemporelle* ». Une question traverse l'ensemble du texte : qu'est-ce que « soigner » veut dire dans ces situations ? La réponse est nécessairement complexe et ne peut se réduire à celle donnée par les professionnels, psychologues et psychiatres, qui consiste à renforcer la capacité d'adaptation à des conditions de vie difficiles des réfugiés. En effet, concluent les auteurs en citant le travail de Simona Taliani et Francesco Vacchiano, l'acte thérapeutique risque de doubler l'exclusion politique entraînée par le régime humanitaire avec une délégitimation de l'expérience des patients qui interdit de « *penser leurs souffrances et leurs doutes comme un reflet d'une histoire incorporée* ».

Partant d'enquêtes ethnographiques réalisées en 2015, Emmanuelle Durand fait le pari d'une « *alliance des études urbaines et migratoires* » pour approcher l'ordinaire des vendeurs de rue syriens à Beyrouth. « *Pris entre un impératif financier et des risques liés à sa vulnérabilité* », le commerçant de rue syrien alterne des stratégies de présentation de soi et des pratiques d'évitement. Dans ces coulisses de la ville où

évoluent ces habitants les moins légitimes prennent pourtant place des socialités entre les établis, commerçants libanais, et les commerçants ambulants, entre lesquels se nouent avec le temps des formes de solidarité. Depuis cette marge étroitement articulée à la société citadine beyrouthine comme aux espaces les plus centraux, une urbanité se déploie à partir des côtoiements urbains producteurs d'altérité et de reconnaissance et « *vecteurs de transformation de la ville* », non pas tant par l'aménagement que par le « *ménagement* » : des formes d'investissements légères et sensibles des territoires urbains.

Les éditeurs du numéro forment le souhait que ces différents textes et documents offrent un éclairage sur la situation des migrants, des réfugiés, soit des étrangers les plus précaires, car le pays accueille également de nombreux étrangers occidentaux, souvent jeunes. Il y a, en effet, une certaine urgence à documenter les formes les plus diverses de la présence des étrangers au Liban, pour prendre conscience de l'inégalité des efforts consentis par les différentes nations au Proche-Orient et en Europe face à l'afflux des réfugiés de la guerre en Syrie.

Concernant le Liban, il reste à s'interroger sur les effets à courts et longs termes de la présence d'étrangers, voisins et plus lointains, qui questionnent le complexe agencement libanais de la coexistence nationale et troublent les formules de la coprésence dans les lieux de côtoiements urbains. ■